

Bulletin
Investissements
sous contrôle étranger
FLASH

Perspectives 2017

Les investissements sous contrôle étranger représentent les dépenses en immobilisation non résidentielle faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts hors du Canada. La région de contrôle est déterminée par le produit *Liens de parenté entre sociétés* de Statistique Canada et le *Registre des entreprises du Québec* selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Ainsi, la région de contrôle des entreprises appartenant à une personne physique correspond à celle du lieu de résidence du propriétaire. Pour les sociétés cotées en bourse n'ayant pas d'actionnaire majoritaire, l'emplacement géographique du siège social est utilisé en tant que région de contrôle.

L'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, sur laquelle repose principalement les estimations, n'est pas conçue pour garantir la représentativité selon la région de contrôle et la région administrative. Malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité, la prudence est de mise quant à l'interprétation des données.

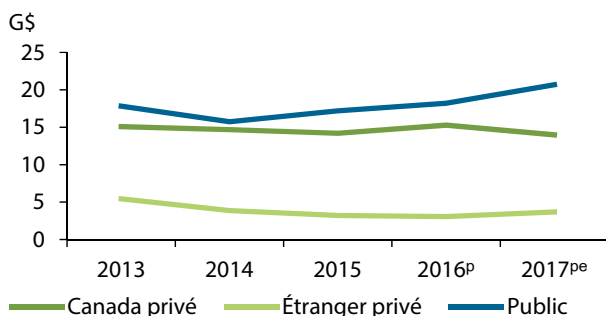
Les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers prévoient des dépenses en immobilisation non résidentielle privées de près de 3,7 G\$ en 2017. Il s'agit de la première hausse après quatre années de baisses consécutives entre 2013 et 2016.

Pour les entreprises privées sous contrôle canadien, les dépenses n'ont pas beaucoup fluctué. Cependant, avec 14,0 G\$ en 2017, elles se situent à leur plus bas niveau en cinq ans. Pour leur part, les dépenses en immobilisation non résidentielle des entités publiques enregistrent leur quatrième hausse consécutive en 2017, passant de 15,7 G\$ en 2014 à 20,7 G\$ en 2017.

Si l'on calcule la part moyenne sur cinq ans des dépenses en immobilisation non résidentielle privées des entreprises contrôlées hors Canada sur l'ensemble des dé-

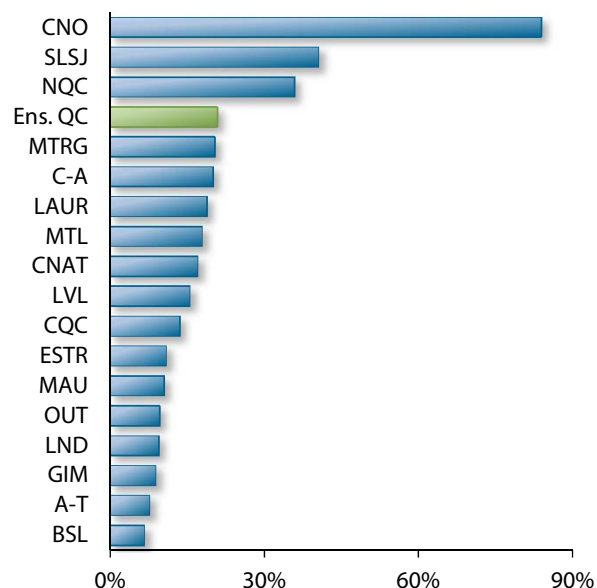
penses en immobilisation non résidentielle privées, les régions de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec, fortement aidées par l'industrie de l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21), arrivent en tête de peloton avec 83,7 %, 40,5 % et 35,9 %. Le Bas-Saint-Laurent est la région dont la part moyenne est la plus faible au Québec entre 2013 et 2017, avec 6,7 %.

Figure 1
Dépenses en immobilisation non résidentielle selon le pays de contrôle, 2013-2017^{pe}



Source : Voir le tableau.

Figure 2
Part des dépenses en immobilisation non résidentielle privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives, moyenne 2013-2017^{pe}



Source : Voir le tableau.

Dépenses en immobilisation non résidentielle privées selon le pays de contrôle, régions métropolitaines de recensement, régions administratives, ensemble du Québec, 2013-2017^{pe}

	Canada					Étranger				
	2013	2014	2015	2016 ^p	2017 ^{pe}	2013	2014	2015	2016 ^p	2017 ^{pe}
	M\$									
Région administrative										
Bas-Saint-Laurent	821,8	709,8	278,1	426,9	480,3	43,2	92,0	12,7	23,7	22,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	438,4	359,6	354,3	493,0	411,9	304,0	430,2	441,5	99,4	123,7
Capitale-Nationale	1 435,7	1 144,4	1 118,9	1 203,8	1 130,9	341,8	281,5	115,4	201,7	299,9
Mauricie	281,7	265,0	293,2	316,6	270,1	36,0	36,6	26,5	29,4	39,0
Estrie	519,2	520,4	525,8	672,0	571,4	71,4	102,6	47,7	66,7	56,6
Montréal	4 288,1	4 556,7	4 443,1	4 948,6	4 778,7	911,2	927,3	960,9	1 060,9	1 153,6
Outaouais	316,3	359,8	510,1	339,0	352,5	36,4	31,6	24,0	53,3	56,1
Abitibi-Témiscamingue	812,2	769,2	675,9	839,1	x	14,1	118,8	16,8	18,0	x
Côte-Nord	110,2	98,4	160,5	135,1	144,3	1 821,7	487,9	392,1	266,5	367,2
Nord-du-Québec	795,7	811,1	541,1	469,7	257,8	497,6	337,8	253,8	248,2	271,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	217,8	413,1	636,2	902,9	109,7	8,4	92,8	92,1	15,6	14,1
Chaudière-Appalaches	878,0	710,2	690,3	582,7	854,1	497,6	151,6	90,0	100,8	89,4
Laval	383,1	499,3	503,1	504,1	406,9	107,9	65,0	85,3	97,7	67,8
Lanaudière	448,1	459,0	446,7	476,2	440,7	73,1	51,5	49,2	31,4	33,2
Laurentides	863,8	588,9	563,0	578,1	606,2	132,1	151,1	151,0	141,7	168,9
Montérégie	1 951,2	2 053,3	2 037,0	2 033,6	2 017,7	477,0	459,0	398,4	568,9	682,7
Centre-du-Québec	521,6	359,7	409,6	360,0	x	70,6	61,2	54,6	48,5	x
Région métropolitaine de recensement										
Saguenay	251,7	185,3	233,7	207,2	197,1	25,6	75,0	85,4	62,1	59,4
Québec	1 333,0	1 222,7	1 126,3	1 264,1	1 269,8	595,8	422,2	183,1	277,0	375,0
Sherbrooke	328,9	284,2	299,7	292,5	249,4	61,5	30,7	27,8	36,1	37,3
Trois-Rivières	241,3	204,2	237,4	260,7	252,6	65,8	33,4	41,7	32,7	59,2
Montréal	6 539,2	6 825,0	6 556,0	6 791,4	6 596,6	1 398,5	1 408,4	1 371,3	1 648,0	1 889,3
Gatineau ¹	296,8	329,8	472,9	290,3	311,4	35,5	28,0	18,2	46,4	45,9
Ensemble du Québec	15 083,1	14 678,1	14 186,9	15 281,4	13 982,7	5 444,3	3 878,6	3 211,9	3 072,3	3 687,1

r : révisées; p : provisoires; pe : perspectives.

1. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont *l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, le produit *Liens de parenté entre sociétés*, *l'Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Régions administratives

BSL	Bas-Saint-Laurent	MTL	Montréal	NQC	Nord-du-Québec	LND	Lanaudière
SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean	OUT	Outaouais	GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	LAUR	Laurentides
CNAT	Capitale-Nationale	A-T	Abitibi-Témiscamingue	C-A	Chaudière-Appalaches	MTRG	Montérégie
MAU	Mauricie	CNO	Côte-Nord	LVL	Laval	CQC	Centre-du-Québec
ESTR	Estrie						

Avec la collaboration de :

Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Sarah Bélanger, révision linguistique
Direction de la diffusion et des communications

Pour plus de renseignements :

Guillaume Marchand
Direction des statistiques économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2411, poste 3093
Courriel : guillaume.marchand@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2017
ISSN 1925-1807 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

**Institut
de la statistique**

Québec

